FRANCE

La menace djihadiste au cœur de la campagne présidentielle

A huit mois de la présidentielle, le gouvernement français et son opposition s'écharpent sur la riposte face à la menace djihadiste à coups de chiffres et de contre-propositions.

Le Président socialiste François Hollande et son prédécesseur de droite Nicolas Sarkozy défilant quasi au coude à coude : l'image remonte à janvier 2015, au lendemain de la tuerie au journal satirique *Charlie Hebdo*, quand quatre millions de personnes descendent dans les rues pour dire non aux attentats.

Vingt et un mois plus tard, l'unité nationale a volé en éclats. «François Hollande ne met pas tout en œuvre pour assurer notre sécurité», a tancé dimanche Nicolas Sarkozy qui espère reconquérir le pouvoir au printemps 2017.

C'est le «président de l'impuissance», a-t-il surenchéri lundi dans un meeting.

Entre-temps, les djihadistes ont multiplié les attaques contre la France, frappant des terrasses de café et une salle de concerts à Paris (130 morts en novembre 2015), une foule rassemblée pour un feu d'artifice à Nice (86 morts en juillet), des cibles juives, des policiers, une église...

En réaction, le gouvernement a décrété l'état d'urgence — ce qui facilite perquisitions et assignations à résidence —, déployé 10 000 militaires autour des lieux sensibles, renforcé les effectifs policiers et de renseignement, modifié la loi pour faciliter les écoutes téléphoniques...

Mais la menace reste entière, comme l'a encore rappelé le récent signalement d'une voiture piégée garée non loin de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris, suivie de l'arrestation d'un «commando» de femmes radicalisées ou l'identification ce week-end d'un adolescent de 15 ans prêt à «passer à l'acte».

«Notre riposte doit changer de dimension», martèle donc Nicolas Sarkozy qui réclame notamment l'ouverture de centres de rétention pour les personnes radicalisées ou la création d'une cour spéciale antiterroriste.

Pour le Président Hollande, «l'imagination» de la droite et du parti d'extrême droite Front national «prend des tours inquiétants». Le très impopulaire chef de l'Etat s'est posé en garant de l'Etat de droit face à la «surenchère» de l'opposition, dans un discours de rentrée aux accents préélectoraux.

Au-delà des questions de principe, il s'agit surtout pour l'exécutif d'afficher des réussites, avec des annonces tous les jours.

Culture du résultat

«On a déjoué un attentat», s'est ainsi félicité le chef de l'Etat après l'arrestation de femmes djihadistes qui, selon les autorités, s'apprêtaient à commettre une nouvelle attaque. «Nous obtenons des résultats», a également plaidé ce week-end le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, en faisant état de 300 arrestations en lien avec «des filières terroristes» et de 19 expulsions d'étrangers «radicalisés» depuis janvier. «Tous les jours, les services de renseignement, la police, la gendarmerie, tous les jours, déjouent des attentats, démantèlent des filières irako-syriennes», a ajouté dimanche le Premier ministre Manuel Valls, en évoquant quelque 15 000 personnes «suivies pour radicalisation». «Ces chiffres ne signifient pas forcément quelque chose», note l'historien Christian Delporte, spécialiste des questions de communication. Au-delà de l'effet d'annonce, les ministres restent souvent vagues sur les raisons des arrestations et les suites judiciaires.

«Mais cette communication permet de montrer concrètement que l'on agit», ajoute ce professeur à l'Université de Versailles, en rappelant que Nicolas Sarkozy fut l'un des premiers à s'adonner à la «culture du résultat», avec les statistiques de la délinquance présentées lors de grandes conférences de presse ritualisées.

Pour l'expert, cette stratégie n'est «pas anxiogène» car les Français ont déjà «intériorisé» l'existence d'une menace.

Mais elle pourrait s'avérer coûteuse en terme d'image pour le pays, relève Philippe Moreau Chevrolet, consultant en communication. «C'est un choix de privilégier en année électorale le fait de ne pas laisser la parole à l'opposition», remarque-t-il. «Mais c'est un choix désastreux à l'étranger : ça construit l'image d'un pays intolérant et constamment en état de siège. Pour le tourisme, c'est redoutable.» Le nombre de touristes étrangers en France, première destination au monde, a chuté de façon spectaculaire depuis les attentats de novembre 2015. A Paris, la baisse est de 17% sur un an.

DROITS DE L'HOMME

Un nombre croissant de pays refuse de coopérer avec l'ONU

Le haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Zeid Ra'ad Al Hussein a déploré hier qu'un nombre croissant de pays refuse de coopérer avec ses experts et observateurs internationaux, blâmant notamment la Syrie, l'Iran et le Venezuela.

«Après deux ans comme haut commissaire, il est important pour moi de partager notre préoccupation face à une tendance émergente : le refus d'un nombre croissant d'Etats membres d'accorder l'accès» sur leur territoire au personnel du Haut-Commissariat», a déclaré Zeid Ra'ad Al Hussein, ouvrant la 33e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

«Les Etats peuvent fermer nos bureaux, mais ils ne peuvent pas nous faire taire, ils ne peuvent pas nous aveugler», a-t-il ajouté devant les 47 Etats membres du Conseil des droits de l'Homme à Genève.

Il a ainsi vivement critiqué le Venezuela qui refuse depuis deux ans et demi de délivrer un visa au représentant régional du haut commissaire.

«Ce refus total d'accès est particulièrement choquant à la lumière de nos vives préoccupations concernant les allégations de répression des voix de l'opposition et des groupes de la société civile, d'arrestations arbitraires, d'usage excessif de la force contre les manifestations politiques (...), alors que la faim se répand de plus en plus et que la situation sanitaire se détériore fortement», a asséné le haut commissaire. Si certains pays refusent tout accès, d'autres présentent des refus partiels.

Ainsi, le Bélarus, l'Erythrée, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie refusent actuellement de coopérer avec les experts du Haut-Commissariat ayant un mandat dit par pays, a-t-il déploré.

En Turquie par exemple, a-t-il dit, le Haut-Commissariat a demandé à pouvoir envoyer ses experts dans le sud-est à majorité kurde pour effectuer une «évaluation indépendante» de la situation alors que l'ONU continue «de recevoir des rapports faisant état de la destruction et de la démolition de villes et villages dans le sud-est».

Cet accès leur a toutefois été refusé, alors même que la Turquie l'a personnellement invité à «visiter le pays», a-t-il expliqué.

En Ethiopie, où les arrestations à caractère politique sont courantes, le haut commissaire et ses experts se sont vu refuser l'accès aux régions d'Oromia et d'Amhara.

Le haut commissaire continue de demander par ailleurs l'accès notamment en Crimée et dans les régions contrôlées par l'Inde et le Pakistan au Cachemire.

Il a également demandé un accès au Mozambique, après des indications de fosses communes et d'exécutions sommaires, et en Gambie. Pour la Syrie, la commission d'enquête de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme n'a jamais eu le droit de rentrer dans le pays depuis 2011.

Trois soldats tués dans l'est de l'Ukraine malgré la nouvelle trêve

Trois soldats ukrainiens ont été tués dans des combats avec les séparatistes prorusses dans l'est du pays, en dépit de l'instauration début septembre d'une nouvelle trêve, a annoncé hier un porte-parole militaire.

«Au cours des dernières 24 heures, trois soldats ukrainiens ont malheureusement été tués et 15 autres blessés. Un soldat est également porté disparu», a déclaré le porte-parole militaire ukrainien Olexandre Motouzianyk lors d'une conférence de presse. Deux des soldats ont été tués dans des combats près de Stanitsa Louganska, dans la région de Lougansk, et un autre près de Tchermalyk, à environ 70 kilomètres du fief rebelle de Donetsk, a-t-il précisé.

La semaine dernière, Kiev avait déjà fait état de la mort d'un soldat, le premier tué dans des affrontements directs depuis l'instauration de la nouvelle trêve, mise en place le 1er septembre à l'occasion de la rentrée scolaire.

L'Ukraine est en proie depuis plus de deux ans à un conflit opposant ses forces à des séparatistes prorusses qui sont, selon Kiev et les Occidentaux, soutenus militairement par la Russie, ce que Moscou dément. Le conflit a fait plus de 9 500 morts depuis son déclenchement en avril 2014. Il s'agit de la troisième trêve annoncée depuis le début de l'année, la dernière remontant à avril pour les fêtes de Pâques orthodoxes. Malgré ces trêves, les affrontements se sont poursuivis dans l'est. Dans son dernier rapport, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui surveille les évènements en Ukraine, a indiqué avoir enregistré «une nette augmentation des violations du cessez-le-feu dans la région de Donetsk les 10 et 11 septembre, avec respectivement 515 et 116 explosions».

Dans la région de Lougansk, la mission a enregistré «moins de violations du cessez-le-feu», est-il précisé.

ZIMBABWE

Nouvelle épreuve de force en vue entre Mugabe et ses rivaux

Le gouvernement et l'opposition se sont engagés hier dans un nouveau bras de fer au Zimbabwe, avec l'interdiction par la police de nouvelles manifestations prévues contre le Président Robert Mugabe que ses adversaires ont promis de défier.

Sur fond de fronde persistante contre le plus vieux chef de l'Etat en exercice sur la planète, le directeur général de la police Newbert Saunyama a prohibé tout rassemblement dans les rues d'Harare pour une période d'un mois à compter de vendredi.

Cette mesure vise «l'organisation des manifestations et défilés de toute sorte (...) pour une période maximale d'un mois courant du 16 septembre au 15 octobre, a précisé le texte signé de sa main publié dans les colonnes du quotidien d'Etat *Herald*.

Même s'il ne le précise pas, cet ordre vise explicitement la nouvelle vague de manifestations de masse annoncées quelques heures plus tôt dans tout le pays pour samedi par une coalition de partis d'opposition, emmenée par le Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

Depuis plusieurs semaines, le Zimbabwe est agité par une fronde populaire contre le régime du Président Mugabe, 92 ans, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1980.

Le chef de l'Etat a ordonné la répression de ces manifestations par la force et prévenu qu'il continuerait sur cette voie.

«Que les partis d'opposition et tous ceux qui font le choix du chaos, du désordre et des manifestations violentes soient prévenus que notre patience a des limites», a lancé M. Mugabe le week-end dernier devant le comité central de son parti, le Zanu-PF.

«Ils veulent terroriser les régions rurales en pensant à tort qu'ils peuvent ainsi intimider et harceler nos partisans. Qu'ils soient prévenus, ils ne gagneront pas cette guerre», a-t-il ajouté.

Défi aux autorités

Immédiatement après la publication de la nouvelle interdiction, les mouvements hostiles au régime ont assuré hier qu'ils passeraient outre et porteraient l'affaire devant la justice.

«Ce sont les derniers soubresauts d'un régime qui se meurt, nous n'espérions rien de mieux de sa part», a commenté à l'AFP un porte-parole du MDC, Douglas Mwozora. «Ils n'ont aucun respect pour le droit mais nous n'allons pas renoncer à nos droits constitutionnels», a-t-il ajouté.

«Nous ne tiendrons pas compte de cet ordre anticonstitutionnel de la police», a pour sa part promis Hardlife Mudzingwa, le porte-parole du mouvement îTajamuka («Nous sommes agités»), une des multiples organisations de la société civile à la pointe de la fronde contre le pouvoir.

La semaine dernière, les magistrats de la Haute-Cour du Zimbabwe avaient ouvertement défié le gouvernement en levant une précédente mesure de la police prohibant tout rassemblement de masse dans les rues de la capitale jusqu'au 16 septembre.

L'opposition réclame notamment des réformes électorales, alors que des élections générales sont prévues en 2018. Le Président Mugabe compte se représenter à la fonction suprême. Il avait facilement remporté le dernier scrutin en 2013, entaché néanmoins de soupçons de fraude massive.

La vague de protestation actuelle se nourrit largement de la crise économique que traverse le pays depuis le début des années 2000, marquée par un chômage exorbitant.

Faute de liquidités, les autorités éprouvent les pires difficultés à payer régulièrement leurs fonctionnaires. Elles ont annoncé la semaine dernière leur intention d'en supprimer 25 000 postes.